

**73^e réunion du Comité permanent
(19-20 septembre 2018)
Point 4 ii) de l'ordre du jour**

Exposé sur le « grand compromis »

I. Introduction

La présente mise à jour résume les progrès réalisés jusqu'ici dans l'exécution des engagements souscrits dans le cadre du « grand compromis ». Un rapport plus détaillé sur la période allant de janvier à décembre 2017 est disponible sur le portail du Comité permanent interorganisations (CPI) consacré au « grand compromis »¹.

De septembre 2017 à septembre 2018, le HCR est membre du Groupe de facilitation du »grand compromis », qui soutient les efforts collectifs visant à mettre en œuvre les engagements, et ce, aux côtés de l'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Comité international de la Croix-Rouge, de InterAction et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

II. Résumé général de la mise en œuvre du « grand compromis »

Le HCR réalise constamment des progrès dans l'exécution des engagements souscrits au Sommet humanitaire mondial. Il a atteint à cet égard des étapes importantes. Il a notamment publié des données selon les normes de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IATI), a accordé aux partenaires locaux et nationaux un montant record de financements pour les programmes et a introduit un portail des partenaires commun pour les Nations Unies, contribuant ainsi à alléger le fardeau que supportent les partenaires.

III. Résumé de l'exécution des engagements souscrits dans le cadre du « grand compromis », par domaine

A. Une plus grande transparence

Une étude indépendante d'experts a conclu qu'il était possible de présenter toutes les données publiées par le HCR selon les normes de l'IATI. En septembre 2018, l'Organisation a donc commencé à publier les données selon ces normes. Elle continuera à le faire sur une base mensuelle. Les données pour la période allant de janvier 2016 à ce jour sont maintenant disponibles sur le site d'enregistrement de l'IATI.

B. Plus d'appui et d'instruments financiers pour les prestataires locaux et nationaux

Engagement du HCR : Transférer au moins 25 % des dépenses de programme aux prestataires locaux et nationaux d'ici 2020.

En 2017, un total de 1,5 milliard de dollars E.-U. a été fourni à 1 035 organisations non gouvernementales (ONG), dont 699 millions alloués à 826 partenaires locaux et nationaux. Il s'agit là des chiffres les plus élevés jamais enregistrés, aussi bien en termes de partenaires que d'allocation de fonds. Les fonds alloués représentaient 21 % des dépenses annuelles de programme du HCR en 2017.

Engagement du HCR : Accroître les investissements dans le renforcement des capacités des partenaires nationaux afin de contribuer à une préparation efficace aux situations d'urgence.

En mai 2018, le HCR a publié une note d'orientation sur les mesures complémentaires de renforcement des capacités du HCR et de ses partenaires ONG², en vue d'améliorer la collaboration entre les organisations internationales pour le renforcement des capacités des partenaires nationaux et locaux.

Le HCR a entrepris 10 missions de préparation en 2017 et quatre missions au cours du premier semestre de 2018. Au cours de ces missions, il a eu des consultations avec les autorités, les communautés, les partenaires et les prestataires de services locaux. En 2017, il a également facilité 11 sessions de formation aux situations d'urgence (SET), avec la participation des autorités locales et des partenaires ONG. Il a ajouté deux sessions de formation en 2018. En plus de s'impliquer dans le renforcement des capacités, les partenaires locaux se sont engagés à élaborer des plans d'urgence basés sur les scénarios spécifiques de risque, arrêtés lors des sessions de formation aux situations d'urgence.

Utilisant l'outil mondial de préparation, à savoir celui intitulé « *High alert list for emergency preparedness* » (liste d'alerte élevée pour la préparation aux situations d'urgence), le HCR a pu conclure que, sur les 21 plans d'urgence pour les réfugiés, finalisés par les opérations sur le terrain en 2018, tous avaient connu la participation des autorités

¹ Voir [en anglais] <https://interagencystandingcommittee.org/grand-bargain-hosted-iasc>.

² Disponible [en anglais] à <http://www.unhcr.org/partners/partners/5b51b0177/operational-guidance-complementary-capacity-strengthening-unhcr-its-ngo.html>.

locales, 90 % avaient inclus les ONG nationales ou locales comme partenaires pour la préparation/réponse aux situations d'urgence et 24 % avaient inclus les communautés locales.

C. Utiliser et coordonner de plus en plus les programmes d'intervention en espèces

Engagement du HCR : Doubler d'ici fin 2020 la part de fonds prévus pour les interventions en espèces dans son assistance globale.

En 2017, le HCR a décaissé 502 millions de dollars E.-U. pour l'assistance en espèces au bénéfice d'environ 8 millions de personnes vulnérables. Si la valeur nette des espèces a diminué par rapport au chiffre de 688 millions de dollars E.-U., enregistré en 2016, surtout en raison de la réduction du nombre d'Afghans retournés, un nombre croissant d'opérations utilisent les espèces comme moyen de fournir l'assistance.

Entre 2015 et 2018, le HCR a investi sur la capacité de l'Organisation à mettre en œuvre, comme il se doit, les activités relatives aux espèces, en augmentant i) le nombre d'experts en matière d'assistance en espèces, qui est passé de 3 à 35 dans les opérations-pays, ii) le nombre de membres du personnel formés sur les interventions en espèces, qui est passé de 12 à 4 500 et iii) le nombre d'opérations menant des activités liées espèces, qui est passé de 21 à 95.

Le HCR a réalisé l'étude intitulée « [Mapping of social safety nets for refugees – opportunities and challenges](#) »³ en vue d'aligner l'assistance humanitaire en espèces sur les filets de sécurité sociale dans les situations de déplacement forcé.

D. Réduire les chevauchements et les dépenses de gestion avec des revues fonctionnelles périodiques

Engagement du HCR : User de la biométrie pour l'enregistrement des réfugiés dans un total de 75 opérations-pays d'ici à 2020.

Engagement du HCR : Réduire les dépenses d'approvisionnement et de logistique de 10 % d'ici à fin 2020 par l'utilisation des services communs avec les organismes partenaires.

➤ *Réduire les coûts et mesurer les gains d'efficacité grâce à la technologie et à l'innovation*

Le système biométrique de gestion de l'identité du HCR (BIMS) est actuellement utilisé dans 52 opérations, et l'Organisation est en voie d'atteindre l'objectif de 75 opérations-pays d'ici 2020. Plus de 80 % des populations visées dans les opérations existantes utilisant la biométrie ont été inscrites au moyen de cette technologie à ce jour.

La mise en œuvre de l'Outil mondial de distribution du HCR (GDT) dans six opérations a permis de rationaliser la fourniture de l'aide grâce aux systèmes BIMS et de renforcer l'intégrité du processus de fourniture de l'aide humanitaire. Grâce à la biométrie, le BIMS et le GDT permettent de veiller à ce que les bénéficiaires puissent avoir un accès équitable à l'assistance. Le HCR a travaillé étroitement avec le Programme alimentaire mondial (PAM) pour veiller à ce que les deux institutions bénéficient de l'intégrité et de l'efficacité que garantissent les données collectées par le HCR et son système.

Harmoniser les accords de partenariat

Le portail commun des partenaires, s'inspirant du portail du HCR et devant être utilisé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le PAM et le HCR, devrait être pleinement fonctionnel au cours du dernier trimestre de 2018. Afin de réduire le fardeau que supportent les partenaires, il vise à converger les processus, à fournir une seule voie aux partenaires et à harmoniser l'évaluation de la diligence raisonnable. Les trois organismes ont distribué, avec le Conseil international des agences bénévoles (ICVA), un questionnaire aux ONG pour identifier les autres besoins d'harmonisation. Les résultats obtenus alimenteront les discussions entre les Nations Unies et les ONG devant avoir lieu au cours du dernier trimestre de 2018.

Le HCR et l'UNICEF ont harmonisé l'approche d'audit pour les partenaires communs, s'appuyant sur un audit basé sur les risques effectué par le HCR. Cette harmonisation complète l'engagement de l'UNICEF d'harmoniser l'audit avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Introduit par étapes, l'audit commun est dans sa deuxième année d'application.

➤ *Fournir des structures de dépenses transparentes et comparables*

Il ressort d'une étude du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) que différents formats de rapports financiers sont exigés par divers donateurs pour le même projet et que différentes structures de dépenses s'appliquent. Le

³ Voir [en anglais] <http://www.unhcr.org/5ad5b4084>.

HCR et le Gouvernement japonais avaient initialement envisagé d'utiliser l'étude du NRC comme point de départ pour harmoniser les structures des dépenses. Toutefois, compte tenu de la réforme aux Nations Unies, il a été jugé plus approprié de travailler avec le Secrétariat du Réseau finance et budget du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) dans le cadre du projet récemment lancé « *UN data cube* ». Ayant pour objectif général d'harmoniser les rapports dans le cadre des réformes aux Nations Unies, le projet traitera des questions relatives à une catégorisation standardisée des fonctions dans les programmes des Nations Unies relatifs au développement et à l'assistance humanitaire, les opérations de maintien de la paix et d'autres structures. Les discussions sont en cours sur la façon de présenter d'une manière standardisée et cohérente les coûts d'appui à la gestion.

➤ *Mettre en commun la logistique et l'approvisionnement*

En 2017, les dépenses d'approvisionnement direct⁴ ont diminué de 3% par rapport à la base de référence de 2015 (1 017 milliards de dollars E.-U.). Cette diminution résulte de diverses mesures, dont une utilisation accrue des accords-cadres avec des fournisseurs présélectionnés. Le HCR a également exploité les accords-cadres d'autres organismes des Nations Unies pour éviter de nouveaux processus d'appel d'offres. L'Organisation demeure engagée à réduire les dépenses d'approvisionnement et de logistique de 10 % d'ici fin 2020.

➤ *Réduire le nombre d'évaluations individuelles des donateurs*

Dans le sillage du rapport du Corps commun d'inspection des Nations Unies⁵, le HCR et le Gouvernement japonais ont plaidé en faveur d'une réduction du nombre d'évaluations individuelles des donateurs. En avril 2018, un exposé a été présenté au Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales pour souligner l'importance de cet engagement.

E. Améliorer l'évaluation conjointe et impartiale des besoins

Depuis le début de 2017, le HCR a pris part à plus de 140 sessions d'évaluation conjointe des besoins impliquant 34 opérations⁶. La majorité de ces sessions sont multisectorielles, et les acteurs du développement ont pris part à près de la moitié. L'évaluation conjointe des besoins sert divers objectifs opérationnels, comme l'élaboration des critères ciblés d'éligibilité, la conception des programmes et les appels.

Le portail des données opérationnelles du HCR (<http://data.unhcr.org>) est accessible au public. Il contient des informations analytiques sur les situations de réfugiés, y compris les rapports d'évaluation conjointe des besoins et d'autres informations, dont des cartes et des tableaux de bord. Une moyenne de 49 000 personnes consultent chaque mois le site, largement utilisé par les organismes humanitaires et les États. Pour les situations de déplacés internes, le HCR publie les rapports d'évaluation conjointe des besoins sur le site www.humanitarianresponse.info.

Le HCR a pris part à des analyses des aperçus des besoins humanitaires dirigées par l'OCHA dans les situations de déplacés internes, afin d'éclairer le contenu des plans de réponse humanitaire. À ce jour, 23 plans de réponse humanitaire ont au total été élaborés en 2018, et le HCR a participé à tous, sauf ceux couvrant l'Éthiopie, Haïti et les territoires palestiniens occupés. Lors des analyses, le HCR, en tant que dirigeant ou codirigeant au plan mondial des groupes chargés de la protection, de la coordination et de la gestion des camps et des abris, a piloté l'évaluation des besoins pour ces différents groupes mondiaux et a facilité l'établissement des priorités.

F. Une révolution niveau de la participation

Engagement du HCR : Assurer d'ici 2020 une participation égale et significative (50 %) des femmes et des adolescentes dans les processus et structures décisionnels dans les situations de déplacement forcé.

Les priorités stratégiques globales du HCR en 2016-2017 incluent la participation des femmes aux structures de leadership et de gestion dans les situations de réfugiés et de déplacés internes. Des 58 situations opérationnelles ayant fixé des indicateurs pour cet objectif, la participation des femmes s'est améliorée ou est restée au même niveau de 53 %.

⁴ Les bons de commande utilisés pour effectuer les paiements en espèces sont ajustés sur la base du niveau général des dépenses par bons de commande et les dépenses nettes sont indexées pour refléter le changement au niveau du financement annuel, de manière à déduire le changement effectif de pourcentage pour les dépenses (étant donné qu'il change uniquement selon le niveau de revenu). Aucun ajustement n'est fait pour l'inflation.

⁵ Disponible à https://www.unjiu.org/sites/www.unjiu.org/files/jiu_document_files/products/en/reports-notes/JIU%20Products/JIU REP 2017_2 English.pdf

⁶ Les critères utilisés pour compter le nombre de ces sessions d'évaluation conjointe ont été stricts. Par exemple, ils n'incluent pas les douzaines de processus d'analyse conjointe des besoins ayant contribué à mettre au point les plans des opérations-pays du HCR.

En mars 2018, le HCR a lancé une politique à jour en matière d'âge, de genre et de diversité⁷. La politique révisée énonce 10 actions obligatoires, dont une porte sur la participation et l'inclusion. Les opérations du HCR sont tenues d'utiliser des méthodologies participatives à toutes les étapes du cycle de gestion. L'application de cette politique est en cours. Elle implique la consolidation des outils, l'identification des bonnes pratiques et la mise au point de nouveaux outils et orientations, comme les directives opérationnelles sur la responsabilité envers les personnes affectées.

G. Accroître la planification et le financement humanitaires pluriannuels et de collaboration

En 2017, la planification et le financement pluriannuels et multipartites ont été introduits dans six opérations pilotes. Depuis lors, 16 autres opérations ont mis au point des stratégies de protection et de solution pluriannuelles et multipartites pour les trois à cinq prochaines années.

Le HCR mettra l'accent sur le renforcement de l'exécution globale des stratégies pluriannuelles et multipartites dans ces 22 opérations et déterminera les changements institutionnels nécessaires. La révision en cours du système de gestion axée sur les résultats du HCR intégrera plusieurs de ces changements. En 2022, la planification pluriannuelle et multipartite sera introduite dans toutes les opérations sur le terrain.

H. Réduire l'affectation des contributions des donateurs

En 2017, le HCR a reçu 589 millions de dollars E.-U. de fonds non affectés, dont 382 millions des donateurs gouvernementaux et 207 millions du secteur privé. Si ces chiffres traduisent une augmentation par rapport au niveau de 2016 qui était de 562 millions de dollars E.-U., la part des gouvernements a diminué légèrement tandis que celle du secteur privé a augmenté de manière significative. En juin 2018, le HCR a publié un rapport sur l'utilisation des fonds non affectés en 2017⁸.

I. Harmoniser et simplifier les critères d'établissement des rapports

Le HCR pilote un modèle commun pour la rédaction des rapports « *8+3 template* » en Iraq, au Myanmar et en Somalie, en vue d'harmoniser les rapports aux donateurs. Il a été demandé à tous les partenaires dans ces pays d'utiliser le modèle pour rendre compte de leurs activités de 2017. Ce modèle a aussi été utilisé dans le rapport sur la contribution allemande de 2017 pour l'opération en Iraq.

J. Améliorer la collaboration entre les acteurs humanitaires et les acteurs du développement

Le HCR est engagé avec ses partenaires à inclure les réfugiés et les communautés d'accueil dans les programmes de développement. À la suite d'une mission conjointe sur le terrain entre le HCR et la Banque mondiale, neuf pays d'accueil de réfugiés ont été jugés éligibles au sous-guichet 2017-2020 de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale pour les réfugiés et les communautés d'accueil. Lors d'un atelier conjoint ayant eu lieu en juillet 2018, le HCR et le PNUD ont exploré les possibilités de programme commun pour sept pays d'accueil de réfugiés en Afrique.

Le HCR travaille aussi avec les acteurs concernés pour accroître l'accès des réfugiés et des communautés d'accueil aux marchés, aux possibilités de moyens d'existence et aux services financiers. À la suite de la création de la facilité de garantie partielle de crédit de 15 millions de dollars E.-U., la Fondation Crédit agricole Grameen soutiendra les prestataires de services financiers dans les pays d'accueil, les prêts devant démarrer en septembre 2018. À ce jour, le HCR et l'Organisation internationale du travail (OIT) ont achevé l'évaluation des marchés et l'analyse des chaînes de valeur dans 12 pays d'accueil de réfugiés ayant des propositions de projet devant être mises au point sur la base des résultats. Ayant élargi au Kenya la coopération entre le HCR et la Société financière internationale, le Fonds Kakuma Kalobeyei Challenge a été lancé pour attirer les entreprises privées. À la suite des consultations avec 150 entreprises, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le HCR ont lancé en avril 2018 un plan d'action en 10 points pour encourager les employeurs à recruter les réfugiés⁹. En juillet 2018, le HCR et le Fonds d'équipement des Nations Unies ont lancé un programme commun pour soutenir l'inclusion financière des réfugiés et des communautés d'accueil dans neuf pays.

⁷ Disponible [en anglais] à <http://www.unhcr.org/protection/women/5aa13c0c7/policy-age-gender-diversity-accountability-2018.html>.

⁸ Disponible [en anglais] à <http://reporting.unhcr.org/node/20858>.

⁹ Voir <http://www.oecd.org/els/mig/UNHCR-OECD-Engaging-with-employers-in-the-hiring-of-refugees.pdf>.